

Comment répondre aux nationalismes en Europe ?

par Jean De Munck,
CriDIS, UCL

Les nationalismes montent en Europe. Ils polarisent désormais des forces de droite et de gauche. Face à ce défi, la réponse des partisans de l'Union européenne reste timide et, pour tout dire, peu convaincante. Il ne suffit plus de répéter, en se frappant la poitrine avec les grands airs du croyant sincère, que malgré ses péchés, l'Europe constitue notre foi et notre salut ; ou que le nationalisme n'est qu'un démon cornu tout droit sorti de la géhenne des années 1930. Il est temps de prendre les nationalismes au sérieux.

Le noyau raisonnable du nationalisme

Indépendamment des multiples motifs irrationnels qui s'agrègent dans la pratique des partis nationalistes (racisme, esprit de clocher, égoïsme), deux bonnes raisons expliquent l'attractivité de l'idée de nation.

La première raison est l'inquiétude culturelle des Européens. La culture linguistique, scolaire, historique est directement agressée par une globalisation qui mixte tous les codes dans le plus grand des désordres. Beaucoup d'Européens se demandent si demain, il sera encore possible de créer librement de la culture, de préserver une identité, de vivre des valeurs partagées dans un monde qui se profile comme un immense marché sans rime ni raison. La perte de sens est un facteur-clef de la montée des nationalismes.

En second lieu, le nationalisme cherche à construire une souveraineté politique sur une forte solidarité en créant un sentiment d'appartenance collective. Une nation, c'est ce grand ensemble à moitié fictif et à moitié réel dont le destin à long terme justifie, ici et maintenant, les sacrifices de chacun de ses membres. Il est vrai que si, à son échelle, l'Union européenne ne parvenait pas à créer une solidarité de ce type, elle ne pourrait jamais prétendre constituer une communauté politique.

On ne peut se contenter de traiter de « populiste » ou de « passéiste » le nationaliste raisonnable qui s'inquiète pour les plus hautes valeurs de sa collectivité (les valeurs culturelles) et constate l'incapacité actuelle de l'Union à façonner une solidarité sociale. A ces légitimes questions, le projet de marché unique ne peut pas répondre, puisqu'il ravage les cultures et déchaîne les compétitions. De son côté, même renforcé dans son rôle, le Parlement européen continuera à ne refléter que des intérêts antagonistes si des efforts d'unification de la société civile ne sont pas accomplis. Il faut désormais à l'Europe d'autres perspectives pour surmonter les doutes nationalistes.

Une politique culturelle européenne

Dans l'histoire de la nation, la culture partagée n'est pas tombée du ciel. Elle fut le produit d'un intense travail sociétal : des institutions artistiques, scientifiques, religieuses, scolaires, ont plus ou moins harmonisé leurs efforts sous la férule et avec le financement du pouvoir politique. Les Etats modernes (espagnol, français, anglais, allemand...) ont autant contribué à la formation des cultures que celles-ci n'ont concouru à la souveraineté des États. Tirons-en la leçon : il n'y aura pas d'union

politique tant que l'actuel embryon d'État européen ne s'attellera pas résolument à des tâches culturelles.

Les chantiers ne manquent pas. Toutes les nations européennes (pas seulement la Belgique !) sont aujourd'hui confrontées à l'exigence d'une éducation plurilingue des jeunes générations. Cette problématique dépasse largement les routines éprouvées : il faut innover, expérimenter et soutenir un effort nouveau. Dès l'enseignement fondamental, des écoles européennes polyglottes pourraient être financées en grand nombre par l'Union. Des manuels d'histoire européenne, critiques et relativement similaires, devraient circuler dans toutes les écoles secondaires, de Stockholm à Lisbonne, de Dublin à Bucarest. Un statut d'artiste européen réconcilierait utilement le monde de la création avec des institutions qui lui apparaissent si hostiles. Vu son importance sur la scène mondiale, le cinéma devrait être le premier bénéficiaire de subsides généreux de la Commission. L'industrie informatique devrait devenir une affaire d'État européenne, car on ne peut laisser une des clefs de la culture contemporaine aux mains de géants américains comme *Google*.

Les universités pourraient être mobilisées elles aussi. Des efforts financiers importants ont déjà été consentis par l'Union pour soutenir les échanges de chercheurs et d'étudiants. Ces investissements restent jusqu'à présent peu rentables car ils ne débouchent pas sur des infrastructures européennes permanentes. Il serait utile de passer à la vitesse supérieure et de choisir deux ou trois universités par État membre qui seraient détachées de leur nation d'appartenance et placées sous la tutelle exclusive d'une Agence académique européenne. Dans la foulée, pourquoi ne pas créer un vaste réseau de Centres de recherche intégralement européens?

Des institutions de solidarité

C'est aussi sur le terrain social que va se jouer le débat avec les nationalismes. Un sentiment de solidarité européenne ne naîtra pas du marché ni des élections. Il ne viendra pas d'une Banque centrale aimable comme un frigidaire. Il ne peut découler que d'institutions au sein desquelles chacun se sent protégé. Qu'on se souvienne un instant de la dispersion de l'Allemagne du XIXe siècle : Bismarck n'a réussi son unification qu'en l'accompagnant d'un système d'assurances sociales obligatoires.

Beaucoup le disent : la régulation du marché du travail est le complément indispensable de l'union monétaire. Mais il faudrait plus : nous avons besoin d'un Revenu d'Intégration européen et de droits sociaux nouveaux protégeant les Européens n'importe où dans la zone euro. Le Comité économique et social est délaissé en Europe alors que, réformé, il pourrait représenter la société civile organisée, celle qui fabrique vraiment les solidarités. Depuis le début de la crise financière, on attend en vain un vrai round de négociations sociales. Où restent les concertations qui lieraient les syndicats et le patronat dans un Pacte à l'échelle du continent ?

Prendre soin de la société européenne

La culture et la solidarité ne constituent plus des « matières subsidiaires ». Enjeux stratégiques pour la démocratie, ces politiques ne peuvent plus être abandonnées aux États membres. Il faudrait réformer les Traités en conséquence. L'Europe unie a bien pour vocation d'exercer les fonctions d'une nation à part entière. Une nation certes révisée, instruite du passé, qui ne répète pas les erreurs (impérialistes et racistes) du XXe siècle ; une nation d'un genre très nouveau, plurilingue et fédérale ; mais une nation quand même, qui dispose d'une culture spécifique et d'institutions de solidarité sociale. En dehors de ces perspectives, il n'y aura pas de réponse durable aux tendances centrifuges des nationalismes.